

ENQUÊTE PUBLIQUE : USINE NACRE

CONTRIBUTION DES AMIS DE LA TERRE DES LANDES

Janvier 2026

*Les Amis de la Terre des Landes, association fondée en 1977, ont organisé dès 1990 des soirées-débats et des actions dans les Landes pour informer sur les changements climatiques. Nous avons toujours été de fervents partisans des énergies renouvelables, mais dans le cadre d'une société basée sur la **sobriété énergétique**, la **protection de la biodiversité** et la **justice climatique**. Tout projet qui ne prend pas en compte ces trois impératifs hypothèque le futur de nos enfants.*

Contexte général

Crise écologique

Il est important de rappeler que nous sommes confrontés à une **crise écologique** et pas uniquement à une crise climatique. L'effondrement de la biodiversité est un aspect tout aussi grave de cette crise globale. D'ailleurs, un rapport des services secrets britanniques publié dernièrement est très clair et considère « *l'effondrement des écosystèmes comme une menace pour notre sécurité nationale* ». **La préservation de la biodiversité est une priorité au même titre que la lutte contre les changements climatiques.**

Nous tenons à souligner aussi que ce projet se développe dans un environnement marqué par une **bulle spéculative** sur les énergies renouvelables et un **affairesisme effréné**. Des sommes très importantes sont mises à disposition par les pouvoirs publics et chaque secteur essaye d'attirer le maximum de capitaux privés pour sa filière. L'important, c'est de présenter le projet le plus flamboyant pour attirer le plus de capitaux.

Il y a quelques années, on nous affirmait que tous les avions allaient voler avec du kérosène « vert » obtenu par des micro-algues génétiquement modifiées... Total, Amyris étaient de la partie. Aujourd'hui, les promoteurs de ce miracle énergétique sont plus discrets.

Parmi cette foison de nouveaux projets bâtis sur de la poudre aux yeux, combien échoueront en engloutissant d'énormes quantités de capitaux urgemment nécessaires dans d'autres domaines et en détruisant des milliers d'ha de terres agricoles et sylvicoles, de milieux naturels, aux dépens une fois de plus à la biodiversité ?

Les Amis de la Terre des Landes sont donc très vigilants et ne peuvent accepter que sous le faux prétexte de « *protéger* » les climats, on continue de détruire la biodiversité et la planète.

Crise climatique

Dans une de ses études sur l'évolution du Massif Gascon, l'INRAE indique : « A l'horizon 2050, ce scénario A1B (du GIEC) prévoit pour le Sud-Ouest une hausse des températures de près de 1,5°C, et une diminution d'environ 10% des précipitations. Ces évolutions climatiques auront pour effet sur le rendement du pin maritime, une baisse estimée à -10 % à l'horizon 2050 et jusqu'à - 40 % après 2070. » Comme tous les scénarios moyens du GIEC, ce dernier est déjà largement dépassé et ces chiffres doivent être revus à la hausse.

Cette étude précise aussi que la forêt, une des sources principales de biomasse pour le projet NACRE, va être confrontée à plus de tempêtes, d'incendies, d'attaques sanitaires, de sécheresse. Nos responsables politiques et économiques fonctionnent encore sur la base de données moyennes, alors que ce sont les phénomènes extrêmes qui portent le plus atteintes aux éco-systèmes, aux populations et à l'économie.

L'agriculture est une des activités humaines les plus exposées aux changements climatiques. Elle pourrait connaître des bouleversements importants dans les années à venir et devoir s'adapter à de nouvelles conditions. La priorité face aux extrêmes climatiques sera de maintenir un approvisionnement suffisant pour nourrir la population. Ce n'est pas une vue de l'esprit de notre part. Le rapport des services britanniques cité plus haut évoquait « *une insécurité hydrique, une forte baisse des rendements agricoles, une réduction mondiale des terres arables* ».

Un énorme défi pour l'agriculture est de baisser drastiquement sa consommation d'énergies fossiles. Elle doit en particulier se rendre indépendante des engrais synthétiques qui sont aujourd'hui essentiellement fabriqués avec du gaz et du pétrole. En fait, on mange virtuellement du gaz et du pétrole ! Une telle évolution nécessitera une autre gestion des sols et la production d'humus. Au lieu d'aller « brûler » les « déchets » agricoles pour faire voler des avions, toute la matière organique devra être retournée au sol.

**Pour les Amis de la Terre des Landes, la fragilité accrue des massifs forestiers doit entraîner de nouvelles formes de gestion.
L'agriculture devra se recentrer sur sa vocation première : nourrir.
Cela laisse peu de place pour ce type de projets détachés de la réalité.**

Contexte local

Situation préalable

Les forêts locales en particulier le Massif Gascon sont déjà **très** sollicitées et certains objectifs de rendement et de productivité peuvent déjà menacer les objectifs de durabilité et de protection de la biodiversité. Nous avons localement des activités industrielles traditionnelles basées sur la forêt comme le bois de construction, les papeteries (Mimizan 150 000 t ; Tartas : 50 000 t ; Facture - y compris autres usages : 2 000 000 t), le bois énergie, le bois de construction, etc...

Les massifs locaux ont déjà subi une série de mauvais coups. La tempête Klaus a saccagé une partie de la forêt. Les incendies se multiplient et sont toujours plus violents. Les sécheresses provoquent un stress hydrique qui affaiblit les arbres. Quand aux attaques parasitaires, ça ne fait que commencer avec les scolytes depuis plusieurs années et dernièrement avec le nématode du pin...

« *Transition énergétique* » et inflation des projets

C'est dans ce contexte fragile que nous assistons à une avalanche de projets sans qu'il n'y ait la moindre planification, ni tentative de mettre en équation par exemple les besoins de tous ces nouveaux projets et ce que les massifs forestiers peuvent raisonnablement fournir dans une gestion réellement durable des forêts. Chaque groupe industriel y va de son projet sans ce soucier de ce que font les autres, ni tenir compte des matières premières (agricoles ou forestières) réellement et raisonnablement disponibles ou déjà sollicitées dans d'autres types de projet industriel.

Voici un rapide aperçu des projets locaux qui mobilisent des ressources agricoles et/ou forestières.

- **VERTEX - Ethanol de maïs:** Plus de 20% du maïs produit dans les Landes et les zones maïsicoles environnantes sont utilisés pour faire de l'éthanol pour les voitures. Le bilan énergétique est au mieux neutre et selon certaines études négatif. Quant au bilan écologique et si on se limite au seul facteur « eau », il faut environs 400 l d'eau pour produire 1kg de maïs, et 3kg de maïs pour obtenir 1 litre d'éthanol. Une voiture qui roule à l'E90 (10% d'éthanol) et consomme 5l/100km, consommera donc 0,5l d'éthanol, soit 600 l d'eau ou encore 6 l d'eau par km parcouru ! (Tout cela sans inclure dans les calculs qu'on fait nettement moins de km avec 1l d'éthanol qu'avec un litre d'essence). C'est parce que nous nous opposons depuis des années à cette ineptie écologique - menée sous le prétexte vertueux de la « protection » des climats -, que nous sommes très vigilants face à ce type de projets.
- **TotalEnergies BioBéarn :** A Lacq, on trouve le plus gros méthaniseur de France. Il recevra à terme 220.000 tonnes de déchets organiques. En été 2024 les éleveurs et bergers des Pyrénées se plaignaient de ne pas avoir assez de fourrage car tout partait vers ce méthaniseur. TotalEnergies prévoit un autre méthaniseur près de Mont de Marsan qui nécessitera 36 000 t de matières végétales, majoritairement d'origine agricole.
- **Miraïa BioChar à Garlin**
Cette usine nécessitera selon ses dires 135 000 t de biomasse forestière.

- **E-CHO et Elyse Energie à Pardies**
500 000 t de biomasse seront nécessaires annuellement. Au départ, le bois devait être acheté dans un rayon de 200 km, puis on est passé à ...400km.
- **Multiplication des projets de méthanisation.** Ce sont souvent des projets de petite ou moyenne taille, mais leur nombre ne cesse d'augmenter accentuant la demande en « déchets » agricoles ou forestiers. La concurrence pour les déchets agricoles va être féroce.

Nous n'avons évoqué que des projets très proches, sans mentionner les industriels plus lointains qui se fournissent aussi en Gascogne.

Cri d'alarme de la Fédération des Industries du Bois en Nouvelle-Aquitaine (FIBNA)

« La Fédération des Industries du Bois en Nouvelle-Aquitaine (FIBNA) alerte les décideurs politiques et institutionnels, ainsi que les collectivités locales, du risque majeur de carence en bois. Il s'agit en particulier du bois d'œuvre, sur le Massif des Landes de Gascogne, face à l'augmentation annoncée de la demande en bois de trituration et biomasse, avec l'implantation de nouveaux projets industriels qui prévoient de consommer 1 million de m³ de bois par an.

L'implantation programmée, avec un démarrage dès 2027, de 3 usines d'OSB, de bio-kérosène et de bio-charbon, transformant la ressource bois par trituration, broyage et pyrolyse va fortement et durablement bouleverser l'équilibre fragile entre la ressource et ses usages sur le massif. Ces nouveaux projets gourmands en Bois d'Industrie (BI) et Bois Énergie (BE) représenteront à eux seuls une consommation annuelle prévisionnelle d'environ 1 million de m³ de bois, soit près de la moitié de la ressource disponible par an en BI-BE sur le massif.

Le massif ne pourra pas fournir une demande supplémentaire si écrasante et permettre le nécessaire développement des entreprises déjà en place, condition impérative au maintien de leur compétitivité, à leur survie et donc à la pérennité des emplois qui en dépendent", précise la FIBNA.
»

Ces projets industriels menacent directement le tissu des petites et moyennes entreprises notamment les scieries et des milliers d'emplois. Ils vont exercer une pression insoutenable sur la disponibilité en biomasse agricole et forestière déjà bien mise à mal par la crise climatique dont on ne fait que commencer à subir les effets.

**C'est dans ces deux contextes, général et local,
qu'est lancé ce projet NACRE,
énième avatar de la « décarbonation ».**

Projet NACRE

Vu la quantité ridicule de biocarburant qui doit sortir de cette usine comparée aux besoins nationaux actuels, l'argent qui doit être investi dans cette usine serait bien mieux utilisé à promouvoir des mesures d'économie d'énergie ou à diminuer d'autant le nombre de vols aériens ?

Utilisation de micro-organismes génétiquement modifiés

Les promoteurs de biotechnologies sont toujours aussi pudiques pour nommer clairement ce qu'ils font : il est question de « *fermentation* » comme si c'était du vin ou de la choucroute, de bio-éthanol « *avancé* » ou de « *biocatalyseurs* ». Depuis des années, les bidouilleurs de gènes essayent de modifier génétiquement toute sorte de micro-organismes – bactéries, virus, champignons, levures, micro-algues, etc... - pour que ces micro-organismes génétiquement modifiés ou MGM synthétisent certaines molécules ou autre produits dont ils espèrent un fort rendement économique. L'utilité sociale et écologique est bien souvent secondaire.

On a connu il y a quelques années le boum des micro-algues GM qui devaient produire des carburants « verts » pour les avions. Les micro-algues tout comme les champignons sont une famille qui se retrouve dans des écosystème extrêmement différents sur toute la planète. A l'époque des scientifiques s'étaient inquiétés des risques que pourrait représenter une dissémination de ces micro-algues GM dans le milieu naturel. Il en va de même pour ce champignon GM utilisé dans la procédé Futurol. Avec l'augmentation de la taille de l'installation industrielle, le risque d'une fuite vers l'extérieur grandit de façon exponentielle. Pour suivre le dossier OGM depuis plus de 20 ans, nous savons que la question n'est pas SI, mais QUAND un tel accident et la dissémination des MGM se produiront ?

« *Toutes les précautions avaient été prises* ». Pourtant en septembre 2018, l'Union européenne faisait face à une situation alarmante : des lots de vitamine B2, utilisée comme additif dans des aliments pour animaux et produite en Chine, étaient contaminés par des bactéries génétiquement modifiées (OGM) non autorisées en Europe. Ces bactéries transgéniques avaient servi à produire cette vitamine. Elles n'auraient jamais dû se retrouver dans les lots commercialisés.

Et dans ce cas, il s'agissait de micro-organismes utilisés pour l'alimentation animale, ce qui signifie un degré accru de contrôle. Et pourtant... c'est encore une fois arrivé.

Les promoteurs de Nacre nous assurent aussi que toutes les précautions seront prises, mais la dissémination de ces transgènes peut aussi se faire via les résidus de fermentation utilisés dans l'alimentation animale ou comme engrais comme cela est proposé. Comme les industriels chinois, les promoteurs affirment que ces résidus sont exempts de levures ou de champignons vivants. Des exemples nombreux de restes de micro-organismes dans le produit de fermentation existent cependant, car les procédés industriels de purification laissent parfois à désirer, surtout si le rendement économique passe avant la sécurité.

L'histoire des OGM a été marquée par de nombreuses contaminations des filières non-OGM, des aliments, etc... alors qu'ils ne s'agissait essentiellement que de 4 plantes GM : maïs, colza, soja et coton. L'utilisation de micro-organismes génétiquement modifiés (MGM) n'échappera pas

malheureusement pas à ces contamination.

Nous tenons à rappeler que même si les MGM utilisé dans le précédé Futurol sont obtenus par de nouvelles techniques de manipulations génétiques (NTG), cela n'évite en rien les écueils connus pour les organismes transgéniques. Contrairement à ce qui est généralement proclamé, ces NTG provoquent aussi de nombreuses mutations hors des zones ciblées, ce qui peut provoquer des propriétés et des effets inattendus dans les organismes GM. Alors qu'il s'agit d'une question très sensible sur le plan sanitaire et écologique, le dossier de présentation est quasiment vide. Nous aimerions donc savoir:

- Quels types de manipulations génétiques ont été utilisés pour obtenir ces MGM ?
- Pourquoi le dossier d'homologation n'est pas fourni à l'enquête publique ?
- Est-ce que les promoteurs de cette usine ont fourni les études de risques menées pour étudier les conséquences potentielles de ce champignon GM sur les écosystèmes en cas de dissémination accidentelle ?
- Pourquoi les études de risques ne sont pas accessibles au public ?
- Les porteurs de projets ont-ils fourni un plan de contention des micro-organismes génétiquement modifiés (MGM) en cas de rupture des barrières de sécurité ?
- Pourquoi les protocoles en cas d'accident ne sont pas accessible au public ?
- Question subsidiaire : qui dit OGM, dit brevet et qui dit brevet, dit droits à payer. A qui profitent ces OGM ?

Nous n'acceptons pas l'invocation du secret industriel comme justification pour refuser l'accès des citoyens à l'information sur des questions de sécurité aussi importantes.

Les Amis de la Terre des Landes pensent qu'une telle prise de risque pour la production de carburants - en plus pour avion ! – est irresponsable.

La biomasse ne pourra jamais remplacer le pétrole

Biomasse forestière

Nous l'avons évoqué plus haut, la biomasse forestière est de plus en plus sollicitée, au-delà d'une gestion durable des massifs forestiers. Ce nouveau projet industriel va encore aggraver la situation, alors que toute l'attention devrait porter sur le futur des massifs forestiers dans un contexte de changements climatiques. Il y a une vision court-termiste et ignorante des processus biologiques basiques absolument choquante dans ce projet.

Comme l'indiquait la Cour des Comptes (20/12/21) : « Un des enjeux à surmonter est d'éviter de créer des tensions sur la filière bois qui seraient incompatibles avec une gestion durable des forêts. En effet, comme pour les prélèvements de résidus agricoles (notamment la paille), l'utilisation du bois diminue le stock de carbone des sols (même si le bilan carbone du bois dépend aussi de la longueur de son cycle de vie et du caractère durable de son usage). L'Ademe estime que « sur la base des connaissances et situations actuelles, la capacité d'intensification du recours aux biocarburants « avancés » présentant un bon bilan environnemental et respectant une saine

concurrence d'usage, reste largement incertaine à l'horizon 2030 ». L'approvisionnement en biomasse forestière fait aussi l'objet de contestations. Des arbitrages restent donc à réaliser qui concernent l'ensemble des usages de la biomasse. » Les avertissements de la Cour des Comptes et de l'ADEME sont restés sans suite. Business as usual.

Une bonne partie des produits forestiers que les porteurs du projet qualifient de « déchets » sont en réalité des produits déjà utilisés par d'autres secteurs ou acteurs de la filière comme nous le voyons dans les Landes avec des usines de fabrication de panneau, les papeteries ou les chaufferies. D'autre part, une partie de cette biomasse devrait retourner dans les sols pour reconstituer l'humus.

Faudra-t-il importer du bois, comme on le fait déjà (plus de 2 millions de tonnes de bois énergie en 2019) ?

Nous tenons à rappeler que le bois est certes un excellent moyen de séquestrer le carbone, mais à condition bien sûr de ne pas le... brûler rapidement comme... biocarburant pour autos ou avions. La meilleure utilisation est dans la construction. Ce projet ne fait que déplacer le problème.

Biomasse agricole

Les sources de biomasse agricole sont déjà très sollicitées dans la région et on a déjà eu, comme évoqué plus haut, des problèmes de fourniture en fourrage des bergers et éleveurs.

Ce que les technocrates appellent de façon erronée des « déchets » – forestiers ou agricoles - sont en réalité des réserves de biomasse qui peuvent enrichir les sols. Dénuder les sols agricoles de toute matière organique implique de compenser par l'utilisation d'engrais essentiellement synthétiques dont la fabrication est extrêmement gourmande en énergie. Les engrais azotés produisent des quantités non négligeable de N₂O un gaz au fort potentiel à ...effet de serre. Et oui, décarboner ne suffit pas. Il n'y a pas que le CO₂ comme gaz à effet de serre...

Les Amis de la Terre des Landes s'inquiètent aussi de l'évocation de cultures de bambous et de miscanthus. Sur quelles terres ? Est-ce qu'on va sacrifier des prairies, les jachères, des zones naturelles riches en biodiversité ? Ces cultures pour être rentables vont nécessiter combien d'engrais ? L'eau devient un problème aigu en été. Est-ce que ces cultures seront irriguées pour augmenter les rendements ? D'autre part, il est frappant de retrouver presque mot pour mot les mêmes arguments en faveur du miscanthus et des bambous que nous avons entendus il y a quelques années pour le jatropha. Il était reproché aux industriels d'utiliser des matières alimentaires pour faire de l'agrodiesel, alors est apparu cet arbuste africain providentiel qui devait fournir des quantités massives d'agrodiesel. Que reste-t-il du mirage jatropha aujourd'hui ?

Il est aussi question de cultures intermédiaires (CIVE) aussi très demandées pour les méthaniseurs qui n'hésitent pas à avoir recours à des cultures alimentaires (notamment maïs) si ces cultures intermédiaires ne suffisent pas. Là aussi les tonnages de biomasse agricole – déchets ou autre - doivent être fournis pour que les installations tournent et souvent, on ne lésine ni sur l'eau, ni sur les engrais ou autre produit phytosanitaire...

L'agriculture est censée d'abord nourrir.

Alors que dans la région des milliers d'hectares sont déjà utilisés pour du maïs/éthanol ou depuis peu confisqués pour l'agro-photovoltaïsme, va-t-on encore enlever à l'alimentation d'autres centaines d'hectares ?

Conclusions

Nous n'avons pas abordé toutes les nuisances qui découleront de l'accroissement de la circulation accrue de camions qui affectera les riverains.

Nous n'avons pas non plus étudié les risques liés au transport et à l'utilisation de produits comme l'acide sulfurique, l'acide chlorhydrique, la soude et l'ammoniac, risques qui ne sont pas anodins.

Nous n'avons pas étudié non plus de près la consommation d'eau.

Malgré tout, le cas nous semble clair.

Les Amis de la Terre des Landes pensent que ce projet a toutes les caractéristiques d'un projet qui ne cherche pas à résoudre la crise écologique – mais à en tirer profit, quitte à l'aggraver...

C'est pour cela que nous souhaitons qu'un avis défavorable et sans condition soit prononcé contre le projet NACRE.

Christian BERDOT

Amis de la Terre des Landes

Ancien chargé de campagne Agrocarburants des Amis de la Terre France

Ancien chargé de campagne OGM et Biologie de synthèse des Amis de la Terre France